



FRATERNITÉ INTERNATIONALE DES CHAUDRONNIERS

boilermaker.ca

Joseph Maloney, C.S.M., Vice président international

Le 4 mai, 2017

L'hon. Thomas Mulcair
Chef du Nouveau Parti démocratique du Canada
Député d'Outremont
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur,

Je vous écris relativement aux prochains pourparlers entre la Chine et le Canada concernant la possible conclusion d'un accord de libre-échange entre les deux pays. Je souhaite porter votre attention sur un détail, qu'on trouve à la fois dans les négociations du défunt Partenariat transpacifique et dans l'Accord économique et commercial global (AECG), lequel détail n'a soulevé aucun commentaire. Il en demeure néanmoins que cette proposition, formulée par les négociateurs chinois, pourrait se solder par la perte de milliers d'emplois qualifiés essentiels au secteur de la construction.

La proposition à laquelle je fais référence permettrait à des entreprises chinoises d'importer des masses de travailleurs étrangers pour les projets industriels d'envergure dont elles pourraient être responsables de la construction. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a déjà pris des arrangements pour donner libre cours à cette pratique lorsque débutera la construction de raffineries et de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) dans cette province. Quant à l'AECG, bien qu'il ne rende pas une telle pratique explicite, il la permet en vertu des articles portant sur la mobilité des travailleurs de métier qualifiés, la reconnaissance mutuelle des compétences et le traitement préférentiel accordé aux entreprises européennes.

En vertu de cette disposition, des mains-d'œuvre étrangères pourraient être importées en gros pour construire certaines des installations industrielles les plus importantes et stratégiques du Canada, dont des centrales nucléaires, des raffineries, des usines de produits chimiques, des installations de sables bitumineux, des chantiers navals et des pipelines. Non seulement ces projets emploient des centaines de milliers de Canadiens, mais aussi ils sont très étroitement liés à notre sécurité nationale.

Je tiens à préciser que mon syndicat et ses membres ne craignent pas la concurrence étrangère. Au Canada, les Chaudronniers doivent passer par le programme d'apprentissage et les examens les plus rigoureux de la planète avant d'être autorisés à travailler sur les projets industriels d'envergure qui requièrent leurs compétences.

Cependant, il est tout à fait raisonnable que nous insistions pour obtenir des règles du jeu équitables afin de pouvoir nous livrer à une saine concurrence. À cet égard, les règles du jeu stipulées dans l'accord commercial Chine-Canada sont loin d'être équitables.

.../2

Joseph Maloney, le 4 mai, 2017, page 2

En ce qui concerne la rémunération, les salaires moyens en Chine sont au moins deux fois moins élevés que ceux payés au Canada. Tout gouvernement qui ouvre des emplois canadiens à la concurrence dans de telles circonstances condamne du coup des milliers de ses propres citoyens à un niveau de vie moins élevé et à de plus grands risques de chômage. À terme, cela se traduit par une baisse des recettes fiscales, une baisse des dépenses dans les collectivités canadiennes et une hausse marquée des dépenses gouvernementales en prestations d'assurance-emploi et d'autres mesures de soutien social.

En Chine, la formation offerte aux chaudronniers ne respecte tout simplement pas les normes canadiennes. Un manque de formation peut mener à des accidents, des blessures et même des fatalités sur les chantiers de ces projets très complexes, où quantités de produits inflammables, explosifs et caustiques sont manipulés sous pression. Un accident peut avoir de graves conséquences sur la santé et la sécurité des collectivités avoisinantes.

Je ne saisis pas la logique de pénaliser des travailleurs canadiens en échange des bienfaits hypothétiques d'un accord commercial Chine-Canada comme celui qui fait actuellement l'objet de pourparlers. De plus, je me préoccupe des incidences sur la sécurité nationale de confier la construction et/ou la maintenance d'installations industrielles stratégiques à des travailleurs étrangers.

J'espère que vous conviendrez avec mon syndicat que nous devons nous opposer à la proposition de confier la construction et la maintenance d'installations industrielles stratégiques du Canada à des travailleurs étrangers. Je demande à vous rencontrer, avec M. Gabriel Ste-Marie et/ou d'autres membres de votre cabinet fantôme. Le but de cette rencontre serait de discuter davantage de moyens que nous pourrions prendre pour nous opposer à tout projet d'accord commercial Chine-Canada.

Agréé, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Joseph Maloney, C.S.M.
Vice-président international pour le Canada
La Fraternité internationale des chaudronniers

cc. Tracey Ramsey

Hassan Yussuff, président
Congrès du travail du Canada